

Contribution de gustave massiah
Pour les membres du jury

L'ambition du TPP est de renouveler le droit international à partir des capacités de réponse et d'innovations des mouvements sociaux et citoyens. Ce sont les mouvements qui saisissent le TPP, qui y témoignent, y présentent leurs preuves et leurs recommandations. Le TPP s'en remet aux mouvements pour rendre ces sentences effectives, dans la mesure où ils s'en saisissent, les mettent en avant dans leurs luttes et y font référence dans leurs propositions et dans leurs pratiques. Les sentences du TPP participent au renouvellement et à l'amélioration du droit international en y amenant la parole et la conception des mouvements sociaux et citoyens et en renforçant la participation de ces mouvements à la légitimité du droit international.

A travers les audiences, le Jury a pu entendre les éléments d'analyse de la situation au Mexique et dans le monde. Il a pu ainsi, à partir des apports entendus, définir un cadre d'analyse général sur la question de la liberté d'expression et l'accès à l'information au Mexique par rapport à l'évolution internationale. Ce cadre général permet de situer les questions de violations des droits, de désinformation, de censure, de violence contre les communicateurs.

Les violations des droits à la liberté d'expression et de l'accès à l'information, et les violences contre les communicateurs ont atteint au Mexique un niveau très inquiétant. Cette situation a été condamnée par les organismes internationaux. Le Mexique est le pays où les assassinats, les disparitions ont été les plus importants en Amérique Latine. L'impunité accentue l'intimidation des journalistes qui est continue. Cette situation s'inscrit et se prolonge dans la criminalisation du mouvement social.

Le Mexique joue un rôle d'expérimentation dans une évolution mondiale très grave. Il s'agit d'une stratégie conduite à l'échelle mondiale pour imposer un monopole du pouvoir. Les mouvements de protestation mexicains ont permis d'explicitier et de rendre visible cette stratégie. Ils en ont dévoilé les caractères spécifiques à la situation mexicaine et mis en avant les résistances et des propositions pour s'y opposer.

Les audiences du tribunal ont permis d'identifier les composantes de cette stratégie mondiale de remise en cause des droits à la liberté d'expression et d'accès à la communication. Citons notamment : le contrôle des médias par le capital financier mexicain associé au capital international ; le monopole des télécommunications ; la subordination du pouvoir politique au pouvoir financier ; la réduction du rôle social et protecteur des droits et des libertés des Etats ; les politiques économiques et sociales néolibérales ; le déploiement sans limite d'une pensée hégémonique de remise en cause des libertés individuelles et collectives et des valeurs d'égalité ; la criminalisation des mouvements sociaux ; l'infiltration des réseaux mafieux ; l'instrumentalisation du terrorisme ; l'intimidation jusqu'aux assassinats des communicateurs et des lanceurs d'alerte.

L'accentuation de la situation est liée à la nature du système mondial et aux formes actuelles de l'accumulation du capital. Ce que l'on nomme le néolibéralisme est la logique dominante de la phase actuelle de la mondialisation capitaliste ; celle de la domination du capital financier et la financiarisation. A partir de la fin des années 70, cette rationalité a été imposée et le capital financier a pris le contrôle de tous les secteurs. Il a imposé les programmes d'ajustement structurel au Sud et les plans d'austérité au Nord en rétablissant la primauté des profits par rapport aux salaires. Mais, après 30 ans, cette logique s'est épuisée et la crise de 2008 a démontré la fragilité du système marquée par l'explosion des inégalités et le chambardement géopolitique avec la montée des nouvelles puissances. Pour maintenir ses privilèges, l'oligarchie dominante, a durci ses positions et a marqué sa volonté d'imposer le monopole de son pouvoir.

Dans cette lutte pour imposer le monopole du pouvoir, les médias jouent un rôle particulièrement important. Ils sont un vecteur clé de la consommation et de la concentration des entreprises. Ils sont déterminants pour l'accès au pouvoir et son contrôle. Ils occupent une situation stratégique dans l'imposition et la reproduction d'une culture dominante et d'une pensée hégémonique. Pour toutes ces raisons, le pouvoir économique et le pouvoir politique cherchent à les contrôler. Les médias contrôlent la communication, et jouent un rôle clé dans la possibilité d'une démocratie. Ce qui explique pourquoi les mouvements sociaux et citoyens y sont particulièrement sensibles.

Les médias sont aussi des entreprises. Pour les contrôler, il suffit de contrôler leur capital et leur financement notamment, par la publicité. Il faut aussi réduire la place des médias publics par la privatisation et le contrôle par l'Etat. Il faut aussi marginaliser les médias associatifs. La bataille reste ouverte pour le contrôle des nouveaux médias numériques.

Le capital financier conduit des stratégies différenciées. Il peut racheter des médias et les concentrer pour les transformer en entreprises rentables. Les médias sont rachetés par des secteurs rentiers, l'armement, l'eau, les BTP. Leur capital s'est ensuite autonomisé et internationalisé, en alliance avec les pouvoirs politiques. Au Mexique, comme aux Etats Unis, les entreprises médiatiques ont été dès le début des entreprises rentables et capitalisées. Les deux monopoles télévisuels (Televisa et TV Azteca contrôlent 96% des stations commerciales) et la concentration radiophonique (13 groupes contrôlent 80% des émissions radios). Contrairement à l'Europe, il n'y a pas eu, de manière déterminante, un service public de l'information. Les associations citoyennes, notamment AMEDI, luttent depuis dix ans pour une conception publique, et non pour une conception gouvernementale, de l'information.

Les mouvements ont mesuré que le pouvoir de l'information dépend d'une supposée régulation par le marché économique et peut échapper à toute responsabilité qu'un pouvoir public devrait assumer. Il en résulte une vaste zone d'impunité. C'est pourquoi les mouvements ont revendiqué une règle juridique qui marque la volonté d'une reconquête de l'autonomie publique. Ils ont demandé que soient garantis la liberté d'expression et le droit à l'information considérés comme des droits fondamentaux qui impliquent la participation citoyenne et l'accès collectif à l'information.

L'explosion des inégalités et l'accumulation inimaginable des richesses à un pôle, dans les mains du 1% dont parle occupy wall street, donne à la corruption une place considérable. Cette corruption se nourrit de l'affaiblissement du contrôle public ; elle se traduit par l'infiltration des trafiquants et des pouvoirs mafieux. Plus encore, nourrit par la spéculation et l'abolition des contrôles, le risque n'est plus négligeable de voir le capitalisme mondial devenir mafieux. Les formes d'intimidation et les assassinats se nourrissent de cette parenté. Les démocraties peuvent connaître des corruptions, mais la corruption détruit les démocraties. L'échelle actuelle de la corruption conduit à l'impunité, à la réduction des droits et à des dérives autoritaires, voire dictatoriales. Cette évolution est accentuée par l'instrumentalisation du terrorisme qui conduit, au nom de la sécurité, à l'abandon des libertés et des droits considérés comme un luxe. L'idéologie sécuritaire devient dominante. Les mouvements mexicains mettent en avant la violence médiatique et le terrorisme d'Etat.

Les médias illustrent les conséquences du rapport entre le financier et le politique. Ce qui est en cause c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte. La défiance par rapport aux partis et aux formes traditionnelles du politique est généralisée. Cette défiance s'exprime par la condamnation systématique de la corruption systémique. La fusion entre le politique et le financier corrompt structurellement la classe politique dans son ensemble. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s'agit de la corruption politique. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier. La subordination du politique au financier a remis en cause l'autonomie du politique. Ce que les mouvements avancent, c'est la reconquête de l'Etat de l'intérêt général, l'autonomie du politique, l'invention de nouvelles formes de politique, une démocratie réelle et profondément renouvelée.

Le monde des médias connaît de grands bouleversements qui incluent de profondes contradictions. Il s'agit particulièrement d'une véritable révolution scientifique et technologique. La révolution technologique numérique qui en est à ses débuts a déjà bouleversé les conditions de production et de diffusion de l'information et des communications. L'enjeu est celui du contrôle de ces nouvelles technologies. Le capital financier a déjà marqué des points particulièrement dans le numérique et les biotechnologies. Il a réussi à mettre ces avancées au service de son pouvoir en multipliant la productivité au service de ses profits créant, avec la complicité active des Etats, un chômage massif et une précarité généralisée. La bataille engagée par rapport aux médias par l'ensemble des mouvements et dans le monde des médias par les médias libres et les communicateurs libres et lanceurs d'alerte est vitale. C'est celle de la liberté d'expression et d'information contre la dictature du profit. C'est aussi celle d'une alternative aux formes dominantes de la production dans le domaine de l'information et de la communication.

Le TPP a entendu de très nombreux mouvements qui ont préparé avec beaucoup d'attention et d'enthousiasme leur participation. Beaucoup de ces mouvements sont ancrés dans l'histoire politique et sociale du Mexique depuis très longtemps et ont marqué son histoire. Un mouvement paysan, un syndicat de salarié ouvrier, des mouvements de défense des droits et des libertés, des mouvements des femmes, le service pour la Paix. Ils ont témoigné de la dégradation terrible de la situation sociale et des conséquences désastreuse de la criminalisation, voulue et organisée, des

mouvements sociaux. Il a aussi entendu des mouvements plus récents : les mouvements étudiants 131, et plus large, Yo Soy 132, les médias libres, les radios et les mouvements sur internet. Il a aussi entendu les parents des victimes qui se doivent être considérés comme un mouvement social, comme l'ont démontré « les mères de la place de mai », en Argentine. Tous ces mouvements ont donné leurs analyses, leurs dénonciations, leurs preuves, leurs accusations, leurs propositions et recommandations. Ce sont elles qui ont nourri la position du TPP.

A partir de 2011, une nouvelle génération de mouvements a exprimé l'exaspération des peuples par rapport à l'évolution du néolibéralisme et à ses dérives autoritaires et guerrières. Parmi ces mouvements, depuis la Tunisie et l'Égypte, citons les indignés en Espagne et en Grèce, les occupy Wall Street, London, Montréal, le mouvement des étudiants chiliens, les carrés rouges québécois, Y en a marre au Sénégal, les mobilisations en Turquie et au Brésil. Yo So 132 peut être rattaché à cette génération de mouvements.

Ce qui émerge à partir des places publiques, c'est une nouvelle génération qui s'impose dans l'espace public. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. Elle met en évidence les transformations sociales profondes liées à la scolarisation des sociétés qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Elles réduisent l'isolement et l'enfermement des jeunes. Les chômeurs diplômés construisent une nouvelle alliance de classes entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes. Les nouveaux mouvements étudiants dans le monde marquent la faillite des systèmes éducatifs à l'échelle mondiale. D'une part, le néolibéralisme a rompu la promesse de lier l'éducation au plein emploi et le lien entre le bien vivre et la consommation. D'autre part, le surendettement, notamment celui des étudiants, a violemment précarisé les nouvelles générations.

Cette nouvelle génération construit par ses exigences et son inventivité, une nouvelle culture politique. Elle enrichit la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation et de l'horizontalité. Elle tente de redéfinir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques. Elle recherche des manières de lier l'individuel et le collectif. C'est peut-être à ce niveau que les réseaux sociaux divers portent de nouvelles cultures, à l'instar des collectifs de logiciels libres capables de mener collectivement des luttes offensives tout en sauvegardant jalousement l'indépendance des individualités. La réappropriation de l'espace public est une revendication de souveraineté populaire. Les places renouvellent les agoras. Ce n'est pas un changement du rapport au politique mais un processus de redéfinition du politique. Cette nouvelle culture politique en gestation en est à ses débuts. Elle porte la liberté d'expression et l'accès à l'information jusque dans les mouvements. Elle pourra renouveler la communication et la démocratie.

Des éléments de la stratégie des mouvements se sont exprimés dans les audiences du TPP. Au centre on y trouve le respect des droits fondamentaux et l'égalité des droits. On y retrouve des modalités d'action politique : les luttes et les résistances, avec l'idée que « résister c'est créer », la revendication de politiques publiques porteuses d'égalité, la recherche d'alternative à la pensée hégémonique, les pratiques concrètes d'émancipation. On y trouve de nouvelles conceptions : le refus des inégalités et des formes de domination, le respect de la Nature, la gratuité, les biens communs et les services publics, la démocratisation des médias, la protection par rapport à la répression, le refus de la criminalisation.

19-09-2014

Le Tribunal Permanent des Peuples a été convoqué, en 2011, à l'initiative d'un large éventail de mouvements sociaux et citoyens, de la société civile mexicaine, pour juger de l'impact des traités de libre échange en matière de violation des droits humains et des peuples, de violence, d'impunité, de dérégulation juridique et de responsabilité de l'Etat.

Cette session est composée d'audiences thématiques qui ont pour objectif de comprendre la complexité des causes, des acteurs responsables et des victimes de la violence. Après l'audience introductive de la session (Ciudad Juarez, mai 2012), ont été tenues les audiences thématiques sur les violations des droits du travail (Ciudad Juarez, mai et juin 2012), sur la dévastation environnementale (Ciudad de Mexico, novembre 2013), sur la violence contre le maïs, la souveraineté alimentaire et l'autonomie des peuples (Ciudad de Mexico, novembre 2013), sur la criminalisation des mouvements sociaux et des défenseurs des droits humains (Ciudad de Mexico, novembre 2013)

Les audiences à venir concernent les questions de la liberté d'expression et de l'accès à la communication (Ciudad de Mexico, septembre 2014), des violences faites aux femmes et des violences de genre (Chihuahua, septembre 2014), de la "guerre sale", des migrations, des jeunes. La session conclusive délibérative se tiendra du 12 au 15 novembre 2014.

<http://www.internazionaleleliobasso.it/?p=2655>